

## AKTUELL

SURVEILLANCE DE MASSE

# Chevaux de Troie

Luc Caregari

**Les suites du piratage de la boîte italienne « Hacking Team » ne sont pas encore prévisibles - mais que le Luxembourg figure doublement dans la liste des clients peut inquiéter.**

Dimanche dernier, alors que le monde entier était préoccupé par les résultats du référendum grec, des hackers encore inconnus ont joyeusement dépouillé les serveurs d'une firme milanaise répondant au nom de « Hacking Team ». Temporairement, même la présence de la société sur les réseaux sociaux a été aux mains des anonymes, qui n'ont pas hésité à la rebaptiser « Hacked Team ».

Tout cela pourrait paraître anodin, s'il n'y avait pas un prologue. Depuis 2013, l'ONG « Reporters sans frontières » liste « Hacking Team » sous la rubrique « Ennemis de l'internet », puisque cette société propose entre autres des « chevaux de Troie » à ses clients privés ou publics. Aussi appelés « Remote Control Systems », ces programmes permettent d'infiltrer n'importe quel ordinateur et d'en copier toutes les informations sans que personne ne s'en aperçoive - en général du moins. Même si la firme s'en est toujours défendue, il est prouvé dorénavant que parmi ses clients se retrouvent les services de renseignement de quelques-unes des pires dictatures de la planète : Soudan, Égypte, Kazakhstan et ainsi de suite. Un problème qui ne faisait apparemment même pas l'unanimité à l'intérieur de la boîte. Ainsi dans un courriel révélé par hack, un des employés de la boîte propose d'abandonner le contrat avec les Éthiopiens, les dommages potentiels engendrés par une éventuelle révélation de cette relation étant plus grands que les intérêts du contrat. Eh bien, c'est trop tard...

## « Ennemis de l'internet »

Alors que les remous causés par ce piratage sont limités dans les pays voisins, celui-ci a du moins fait la une du Wort au grand-duché. Et pour cause : les sommes investies par le Luxembourg - 724.000 euros selon un document interne de « Hacking Team » - nous placent en 17e position

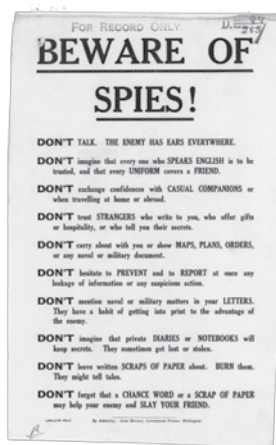
(et deuxième pays européen après l'Italie) des États clients de la boîte milanaise. Quant aux administrations précises, on trouve aussi bien l'Administration des contributions directes (ACD) que le Service de renseignement (Srel). Tandis que la présence de l'ACD sur la liste reste mystérieuse - et que même le premier ministre Xavier Bettel ne peut se l'expliquer - celle du Srel est évidente. En 2012, encore sous l'ère Juncker, le Srel a acquis un « Remote Control System » du nom de « Falcon » adapté à ses besoins. Pour rester en-

core plus discrets, nos barbouzes l'ont acheté à travers une autre firme, allemande cette fois. Peine perdue, puisque « Hacking Team » les listait toujours en tant que client final.

Pourtant Bettel ne peut pas s'en laver les mains à cent pour cent, vu que la dernière addition payée date du 31 mai 2015. De plus, un certain nombre de questions restent ouvertes. Ainsi, si,

comme l'indique le premier ministre, le logiciel - qui n'aurait été utilisé que très « ponctuellement » par le Srel et en toute légalité - a coûté quelque 190.000 euros à l'achat et 38.000 euros par an en maintenance, on est loin des 724.000 euros de la liste interne de « Hacking Team » : tout juste 304.000 euros. Certes, la différence pourrait venir de coûts de formation, voire de déplacement de formateurs. Pourtant, si ceux-ci coûtaient le double de la somme payée pour le logiciel et la maintenance, ce serait très onéreux. Surtout si l'on veut bien croire aux quelques observations « ponctuelles » dont on ignore les résultats. Et puis le mystère de la présence de l'ACD reste intact.

Mais l'espoir meurt en dernier. Ainsi, il est possible que, dans les semaines qui viennent, le public puisse avoir encore plus de détails sur les relations entre « Hacking Team » et ses clients. D'ailleurs, avec le hack, les logiciels sont devenus obsolètes, et donc bons pour la poubelle - même « Hacking Team » recommande de ne plus les utiliser. Le plus drôle pour la fin tout de même : le piratage de dimanche dernier n'était pas le premier ; déjà, en 2014, des hackers avaient publié des manuels de maintenance dérobés à la boîte italienne. On vous



©FLICKR-ARCHIVESNEWZEALAND

## SHORT NEWS

## Métaux lourds : il y a des limites aux limites

(lm) - Un coup à droite, un coup à gauche, les jugements de la Cour de justice de l'UE se succèdent. Elle avait, comme on pouvait lire dans le woxx de la semaine dernière, renforcé la protection des cours d'eau contre des aménagements tels que le dragage de la Weser. Par un arrêt rendu jeudi, elle affaiblit la protection des enfants contre les substances toxiques. En fait, il s'agit d'un pourvoi de l'Allemagne. En première instance, le Tribunal de l'UE avait interdit au pays de conserver certaines valeurs limites nationales plus sévères que celles de la directive « jouets » - cela concernait des substances chimiques toxiques telles que l'arsenic ou le mercure. La confirmation de ce jugement réaffirme que c'est à l'Allemagne de démontrer que ses valeurs limites offrent une meilleure protection que celles de l'UE, sur la base d'études d'experts. Ce qui est gênant, c'est que, en 2013, la Commission avait amélioré de son propre chef les valeurs limites pour le baryum, également incriminées par l'Allemagne - confirmant ainsi que la protection dans le cadre de la directive peut se révéler insuffisante. Ce qui est inquiétant, c'est que cette charge de la preuve risque, dans le cadre d'un futur traité TTIP, d'empêcher effectivement les États membres de maintenir leurs standards de protection face au complexe experto-industriel transatlantique.

## Forum schwört sich mit dem Bösen

(lc) - Das Dossier der Juli/August-Nummer des Magazins forum beschäftigt sich eingehend mit einem Phänomen, das in Zeiten großer Unsicherheiten - und in einer solchen leben wir anscheinend gerade - Hochkonjunktur hat: den Verschwörungstheorien. Anhand sieben konkreter Beispiele aus der jüngeren luxemburgischen Vergangenheit werden auch lokale Zusammenhänge hergestellt, die man bei der Lektüre der eher theoretischen Artikel, Interviews und Essays wieder relativieren kann. Besonders lesenswert sind die Interviews mit Generalstaatsanwalt Robert Biever - der dem Thema mit viel Humor begegnet - und dem französischen Forscher Jacques Froissart. Aber auch das Trauma des gescheiterten Referendums wird im Blatt nachbearbeitet, mit Beiträgen von Michel Cames und Pierre Lorang sowie einem Gespräch mit Damir Skenderovic von der Universität im schweizerischen Fribourg. Abgerundet wird die Nummer durch einen Kulturteil der - für die Sommerferien - auch ein bisschen Literatur enthält. Schade nur, dass dieser Teil - nicht wie im letzten Jahr - nur einen Beitrag enthält.

## Regroupement familial : tests d'intégration oui, mais...

(da) - Un État membre de l'Union européenne peut-il exiger que des ressortissants de pays tiers passent - et réussissent - un examen d'intégration civique afin de pouvoir bénéficier d'un regroupement familial ? Telle était la question que devait trancher la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) cette semaine, à la requête des Pays-Bas. En effet, la législation néerlandaise exige que le membre d'une famille qui veut rejoindre le pays par le biais d'un regroupement familial passe un examen basique, composé d'un test de langue néerlandaise parlée, d'un test de connaissance de la société néerlandaise et d'un test de compréhension à la lecture. Oui, dit la CJUE, les États peuvent subordonner l'octroi de l'autorisation d'entrée sur leur territoire à l'accomplissement de certaines conditions. Pas pour des regroupements familiaux concernant des réfugiés et leurs familles toutefois, et uniquement dans le but de faciliter l'intégration des intéressés. D'ailleurs, la Cour estime que ces conditions ne doivent en aucun cas rendre impossible ou excessivement difficile le regroupement familial et que les situations individuelles doivent être prises en compte.